



Sisiku Ayuk Tabe et dix membres du gouvernement intérimaire ambazonien ont lancé un appel urgent au président Bola Tinubu pour obtenir leur rapatriement au Nigeria. Arrêtés et rapatriés de manière controversée au Cameroun en 2018, ils estiment que leur détention est illégale et sollicitent l'intervention diplomatique de Tinubu pour leur retour dans leur pays d'origine.

Cette affaire, qui remonte à l'époque de l'ancien président Mohammad Buhari, a suscité des tensions entre le Nigeria et le Cameroun. L'équipe juridique de Sisiku Ayuk Tabe a soumis une demande formelle au Parlement nigérian, plaidant pour une intervention afin de garantir leur libération.

Les pétitionnaires insistent sur le fait que le Parlement nigérian a le pouvoir d'intervenir et de garantir leur libération. Ils soulignent l'importance d'une médiation diplomatique pour résoudre cette situation délicate, qui entrave leurs capacités à dialoguer avec le gouvernement camerounais.

Le cabinet Frulaw a joué un rôle crucial en présentant la pétition au Comité des pétitions publiques de la Chambre. Les avocats soulignent l'engagement de Tinubu envers les droits de l'homme et appellent à son intervention rapide pour assurer la liberté des détenus.

Dans leur pétition, les leaders séparatistes demandent également au gouvernement nigérian de mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies et d'engager des procédures internationales pour résoudre le conflit entre le Sud-Cameroun et la République du Cameroun.

L'appel à l'intervention de Tinubu pour le rapatriement de Sisiku Ayuk Tabe et de ses compagnons soutiennent l'importance de la diplomatie dans la résolution des conflits internationaux. Il met en lumière les enjeux politiques et juridiques entourant cette affaire et souligne l'urgence d'une action rapide pour garantir la libération des détenus.